

Nicolas Sarkozy se refuse à parler de «justice politique» mais dénonce une «injustice profonde»

Condamné à un an de prison ferme, l'ancien chef de l'État a déclaré mercredi soir qu'il n'excluait pas d'aller devant la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) s'il n'obtient pas satisfaction en appel.

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 2 heures,

Mis à jour il y a 1 heure

Nicolas Sarkozy s'est refusé ce mercredi à parler de «*justice politique*», comme certains de ses soutiens l'ont fait après sa condamnation à de la prison ferme, une sentence qu'il a de nouveau qualifiée d'«*injustice profonde*». «*Je n'ai jamais parlé de justice politique et je n'en parlerai jamais*», a affirmé l'ancien chef de l'Etat sur TF1. «*Je sais faire la différence entre le comportement de certains et une institution*», a-t-il ajouté, martelant: «*je ne tomberai pas dans le piège d'un combat politique contre une institution que je respecte*».

Alors que plusieurs de ses soutiens à droite ont mis en cause le rôle du Parquet national financier dans ce procès, il a assuré qu'il ne demandait «*la dissolution d'aucune institution*». «*Je ne demande qu'une chose, la vérité et le respect des règles de droit*», a-t-il ajouté. Dans cette affaire, «*qui peut dire que j'ai bénéficié du moindre avantage?*». «*Je me battrai jusqu'au bout pour que la vérité triomphe*», a-t-il assuré, répétant: «*je ne baisserai pas la tête parce qu'on me reproche des faits que je n'ai pas commis*». Mais «*je suis habitué à subir ce harcèlement depuis dix ans*», a-t-il assuré. «*Ce qui se passe aujourd'hui est une injustice profonde et la vérité explosera*».

L'ancien chef de l'Etat a été condamné lundi par la 32e chambre correctionnelle du tribunal de Paris à trois ans d'emprisonnement, dont un ferme, pour corruption et trafic d'influence dans l'affaire dite des «*écoutes*», une décision historique dont il a fait appel. Interrogé sur ses éventuelles ambitions politiques, M. Sarkozy a assuré qu'il avait «*pris bien avant la décision du tribunal, la décision de ne pas (se) présenter*» à la

présidentielle de 2022. *«Je n'ai pas la volonté de revenir dans la politique, j'ai tourné la page de la politique»*, a-t-il répété, alors que certains à droite voyaient en lui un éventuel recours pour 2022.

Enfin sur la crise sanitaire, pour l'ancien chef de l'Etat, *«c'est clair. Et je l'ai dit au président de la République: c'est vacciner»*. *«Il faut vacciner jour et nuit, sept jours sur sept, c'est la seule façon de s'en sortir»* et c'est ce qui, selon lui, coutera le moins cher".

À voir aussi - Nicolas Sarkozy déclare qu'il n'a «pas la volonté de revenir dans la politique»